

**Communiqué**

***Retraites, violences scolaires, école primaire...***

**Pour satisfaire les marchés financiers, casser les retraites  
et briser le statut de la Fonction Publique**

Alors que le gouvernement ne cache même plus qu'il s'apprête à reculer l'âge de départ en retraite, à augmenter le nombre d'années nécessaires pour une retraite à taux plein dans le public comme dans le privé et à s'attaquer aux retraites des fonctionnaires, le même jour sont annoncées de nouvelles attaques contre les statuts des personnels.

Mercredi 5 mai, l'Institut Montaigne présenté comme un « réservoir d'idées » préconise une modification du statut des directeurs d'école qui deviendraient fonctionnaires d'autorité et un bouleversement des rythmes scolaires avec une réduction drastique des heures de cours dispensées aux élèves.

Mercredi 5 mai toujours, dans une allocution prononcée au Palais de l'Élysée, le Président de la République annonce une « *petite révolution* » : dans 100 établissements pilotes avant généralisation à tous, « *le chef d'établissement aura le droit de procéder lui-même au recrutement des professeurs, sélectionnés sur profil* » au mépris des garanties statutaires des personnels codifiées depuis la Libération dans le Statut général de la Fonction Publique. Dans 53 établissements, il est prévu la présence d'un policier ou d'un gendarme disposant d'un bureau alors que ces dernières années ce sont plus de 50 000 postes de surveillants qui ont été supprimés !

Il y a 3 ans, en « lançant » la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) dont le but est le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite (100 000 suppressions de postes depuis 3 ans dont 30 000 dans l'Éducation nationale !), le Chef de l'État avait déclaré que pour atteindre cet objectif, il fallait s'émanciper du « carcan du statut ». Les mesures et pistes annoncées hier participent de cette volonté tout comme la remise en cause du Code des Pensions Civiles et Militaires de l'État, élément constitutif du statut général.

En conséquence, le FNEC FP – FO demande au Président de la République de retirer les mesures annoncées le 5 mai et à M. Luc Chatel de ne retenir aucune des propositions de l'Institut Montaigne.

Tout cela confirme l'appréciation portée mardi par la Commission Exécutive de la CGT-FO : « *Le gouvernement fait des retraites le dossier prioritaire. La motivation essentielle est de montrer aux institutions financières et à leurs auxiliaires, les agences de notation, que le gouvernement va réduire les dépenses sociales, de la même manière qu'avec la RGPP, il réduit les dépenses publiques* ».

La FNEC FP – FO, ses syndicats, ses sections départementales et leurs adhérents mettent tout en œuvre dans tous les établissements, dans tous les services pour assurer le succès de la grève interprofessionnelle et de la manifestation nationale à Paris appelées par la cgt Force Ouvrière le 15 juin.

Montreuil, le 6 mai 2010